

Inde Le village comme République

En Inde, le KRRS, l'association des agriculteurs de l'État du Karnataka (situé au sud de la péninsule), constitue l'un des mouvements paysans les plus puissants et les plus médiatisés.

Un texte
de l'association
des agriculteurs
de l'État
du Karnataka
(Inde)

Août 2002 : à Davanagere, en Inde, des activistes du KRRS détruisent des plantations de coton BT, issues de semences génétiquement modifiées et résistantes à certaines maladies. Avant d'entamer cette action, ils ont convaincu les propriétaires des champs que les semences BT étaient nocives à l'environnement et nuisaient aux insectes utiles à l'agriculture. Le KRRS n'en est pas à son premier coup d'éclat, loin de là !

À ce jour, il n'existe pas de registre global des membres du KRRS : il serait d'ailleurs impossible à établir et à tenir à jour, sauf si un système bureaucratique lourd était mis sur pied. Cependant, selon les informations issues des unités villageoises composant l'association, l'on estime à environ 10 millions les membres de ce mouvement. Impressionnant, quand on sait que l'État de Karnataka, qui est leur berceau, compte un total de 50 millions d'habitants.

Le KRRS est né en 1965 d'un petit mouvement d'agriculteurs - ils étaient cinq ! Au fil des ans, il s'est agrandi pour former, en 1980, l'association bien connue aujourd'hui. Ces agriculteurs considèrent leur action comme intégrée dans un très long processus de construction d'une nouvelle société, qui doit être conduit au niveau local mais doit également atteindre un niveau global, et qui ne peut en tout cas pas aboutir sans l'implication active et directe de la société en tant que tout... Il ne s'agit pas d'un mouvement corporatiste : son travail dépasse les problématiques spécifiquement agricoles puisqu'il a pour but le changement social à tous les niveaux. Autre élément important : l'autonomie et la liberté du village sont fondées sur l'autonomie et la liberté de ses membres individuels.

Référence à Gandhi

Le KRRS étaye son analyse et sa pratique sur une approche gandhienne : son objectif ultime est la

réalisation d'une « République villageoise », un modèle d'organisation sociale, politique et économique fondé sur la démocratie directe, sur l'autonomie économique et politique, sur l'autosuffisance, sur la participation de tous les membres de la communauté à la prise de décision dans les affaires courantes les concernant, et sur la création de mécanismes de représentation qui garantissent que les problèmes touchant plusieurs communautés sont réglés grâce à des processus de consultation impliquant la totalité des communautés affectées par les décisions. Gandhi, en effet, n'avait pas adopté le modèle de l'État-nation, mais celui d'une confédération de communautés villageoises dans laquelle chaque village produit sa propre nourriture, dispose de ses propres artisans, de ses propres banquiers, de ses propres enseignants... Ainsi, la prédominance du contrôle local dans l'économie est le garant de la cohésion et de la solidarité sociale. L'argent et les machines sont au service des gens et non l'inverse.

Le KRRS au Parlement

Ce modèle est d'ailleurs appliqué à l'organisation interne du mouvement. L'unité de base de l'organisation est l'unité villageoise, le seul niveau où des registres sont tenus, puisqu'il serait si compliqué de le faire au niveau de l'État pour un mouvement d'une telle ampleur.

Pour l'association, une réelle transformation sociale n'est possible que depuis la base. Cependant, les membres du KRRS ont décidé de participer aux élections. Ils avaient en effet remarqué qu'un grand nombre de politiques gouvernementales qui affectaient les agriculteurs de manière très négative n'avaient pas été modifiées malgré des actes de désobéissance civile répétés. Leur présence dans le processus électoral et au Parlement leur donne une arme supplémentaire pour >



Manifestation de masse du KRRS.
Photo : KRRS.

Comment s'organise le KRRS ?

L'unité villageoise décide de ses propres formes d'organisation et de financement, de même que de ses programmes et de ses actions. Au-dessus du village, se trouvent les « Taluk », soit des groupes d'environ 100 villages. Viennent ensuite les niveaux du district et de l'État. Pratiquement, les décisions qui concernent plus d'un village mais pas plus d'un Taluk sont prises au niveau du Taluk. De la même manière, l'organe de prise de décision pour le niveau de l'État est le Comité exécutif de l'État, composé de 400 délégués issus de tous les districts – le KRRS est actif dans 17 des 19 districts du Karnataka.

> forcer à des changements. Cependant, la participation aux élections est sujette à de nombreuses conditions : en Inde, la règle générale veut que tout candidat paie une caution pour valider sa candidature. Il ne la reçoit que s'il gagne les élections. Les candidats du KRRS ne sont pas autorisés à payer cette caution eux-mêmes : elle doit être rassemblée par leurs électeurs locaux. De la sorte, toute décision en faveur de ou contre une candidature, de même qu'à propos de la personne qui représente l'association aux élections, est contrôlée par la totalité des électeurs.

Contre le patriarcat

De par son organisation interne et les moyens de pression dont il dispose, le KRRS se bat pour un changement culturel. Il a toujours dénoncé le système des castes, considérant son élimination comme une étape nécessaire à la justice sociale en Inde. Les programmes du KRRS défient d'ailleurs les structures patriarcales : les femmes y disposent de leurs propres structures, y organisent leurs propres mobilisations et y établissent leurs propres programmes. À l'extérieur du mouvement également, elles se regroupent de leur propre chef et présentent leurs propres demandes. Les femmes, comme les hommes ont participé à la mobilisation contre l'organisation de l'élection de « Miss Univers » en Inde. Par ailleurs, une longue campagne, soutenue par d'autres organisations plus petites, a imposé un pourcentage minimum de sièges de députés réservés aux femmes.

Action directe et non-violente

Le KRRS travaille selon un engagement clair de désobéissance civile pacifique et de non-violence. Il promeut l'usage de méthodes telles que l'action directe pour résoudre les conflits et surmonter les problèmes. Cependant, le principe gandhien de non-violence s'applique aux êtres humains, et non aux objets inanimés, ce qui explique que certaines actions avaient pu conduire à des dégâts matériels. Quoiqu'il en soit, dans les régions où le KRRS est fort implanté, le niveau de violence entre les différents groupes religieux est bien moindre que la moyenne nationale. C'est sans doute la raison pour laquelle le KRRS est la cible du BJP, le parti fondamentaliste hindou, qui rejette également la remise en cause des castes et du patriarcat traditionnels prôné par le mouvement paysan. Le BJP a utilisé tous les moyens possibles pour affaiblir l'association, en vain.

Face aux technologies et à la globalisation

C'est ainsi que le KRRS s'est opposé, depuis leur lancement en Inde, aux technologies liées à la

Révolution verte, qui avait pour but de généraliser une agriculture chimique et exigeant d'énormes capitaux. Aujourd'hui, il mobilise différents secteurs de la société contre les biotechnologies. La libéralisation du commerce est intimement liée aux questions agricoles : le KRRS a été le premier mouvement populaire en Inde à organiser des mobilisations massives contre le GATT. Certaines manifestations rassemblaient jusqu'à un demi-million de personnes. En se référant aux principes de désobéissance civile et d'action directe, l'association a organisé une série d'événements impressionnants : lors d'une action de désobéissance civile, 37 000 personnes ont été arrêtées en un seul jour ! C'est dans le but de conscientiser les circonscriptions locales aux problèmes globaux que les bureaux de Cargill à Bangalore ont été occupés par 1 000 activistes, qui ont jeté mobilier et équipement par les fenêtres et en ont fait un énorme feu. D'autres exemples peuvent être cités, tel le démantèlement physique d'une unité semencière de Cargill qui allait être construite au Karnataka, ou l'occupation d'une succursale de Kentucky Fried Chicken, ainsi que de nombreuses actions contre Monsanto. Par ailleurs, cette conscientisation locale concerne également l'impact des organismes de prise de décision politique mondiaux : le commerce multilatéral, l'OMC, les droits de propriété intellectuelle sur le vivant comptent parmi les thèmes compliqués qui ont été vulgarisés auprès des villageois.

Pour une union nationale et internationale

Concentré sur l'aspect local de son action, le KRRS n'en néglige pour autant les processus de mise en réseau nationaux : il a joué un rôle-clé dans la fondation de la BKU, l'Union nationale des agriculteurs, dont il est membre à part entière. Au niveau international, l'association participe régulièrement à de nombreuses manifestations d'envergure contre le libre-échange et l'OMC. Il fut l'un des mouvements initiateurs de « La Caravane », un rassemblement d'opposants au monde que les institutions internationales préparent, qui a traversé l'Europe en 1999, sans compter une présence aux contre-sommets altermondialistes organisés ces dernières années.

Le KRRS compte également parmi les plus de 50 millions de membres que revendique Via campesina, une association installée au Honduras regroupant des organisations agricoles et paysannes issues d'une soixantaine de pays dans le monde. ■

Texte adapté de l'anglais par Françoise Van Poucke

Bolivie Mouvement « bio »

En Bolivie, plus de 25 000 producteurs, représentés par des organisations paysannes, indigènes, des petites entreprises et des organisations non-gouvernementales, se sont regroupés au sein d'une association de producteurs biologiques (AOPEB). Ils construisent un véritable mouvement de défense de l'agriculture biologique, centré sur des valeurs de décentralisation, de participation et de développement durable des conditions économiques et sociales des petits producteurs.

Oscar Mendieta
Directeur de gestion chez
AOPEB (Bolivie)

Depuis sa fondation en 1991, l'AOPEB s'est taillée une place de choix dans le paysage institutionnel. Membre de la Fédération internationale des mouvements de l'agriculture biologique (IFOAM), elle est à l'origine d'un début de reconnaissance formelle en Bolivie des « *normes de base de la production et de la transformation des produits biologiques* », conformes aux règles internationales de l'IFOAM, ainsi qu'aux standards de l'Union européenne et des États-Unis. En tant qu'interlocutrice directe de l'État bolivien, l'AOPEB a contribué à la création de Bolicert, une entité chargée de la certification interne des productions biologiques boliviennes. Cette certification est indispensable pour passer le cap de la certification internationale (faite entre autres par Naturaland en Allemagne ou Ecofert en France) et donc pour commercialiser les produits biologiques boliviens sur les marchés internationaux.

Vers le milieu des années 1980, l'ouverture des marchés européens et nord-américains aux productions agricoles biologiques, offrait une opportunité nouvelle aux petits producteurs boliviens. L'accroissement de la demande résultait, à l'époque, d'une meilleure conscience environnementale de la société européenne et nord-américaine. Créer l'AOPEB devenait une nécessité afin de défendre les intérêts des producteurs, améliorer leurs conditions de vie et réglementer tant la transformation que la commercialisation de leurs produits. Mais la fondation de l'AOPEB était également incontournable pour renforcer la naissance d'un véritable mouvement environnemental, qui revendique une partici-



Les moissons en Bolivie.
Photo : Gamma.

ipation de ses représentants dans la gestion officielle de l'agriculture bolivienne. Jusqu'à présent, on ne peut pas dire qu'il existe une politique agricole d'État qui satisfasse le mouvement représenté par l'AOPEB. L'approche gouvernementale reste sensible aux sirènes de l'agriculture intensive, de la «révolution verte», qui favorise les évolutions agrochimiques et laisse les multinationales devenir propriétaires des semences.

La conception « biologique » va contre les intérêts des grandes transnationales, des grandes compagnies de producteurs de produits agrochimiques et même des industries de fabrication de tracteurs. Le gouvernement bolivien est soumis aux pressions de ces groupes d'intérêts. Tandis que l'AOPEB encourage la réappropriation de formes de production et de consommation ancestrales, la mondialisation, vue sous l'angle des transnationales, implique la destruction du « manger local ». La Bolivie, comme de nombreux autres pays, ne >

Quinoa ? Connais pas !

« Cultivatrices de quinoa » est un livre très instructif sur les producteurs, les organisations paysannes et les familles de cultivateurs de cette céréale bolivienne. Une invitation au voyage dans les dédales du commerce équitable. Les auteurs plaident pour un dialogue Nord-Sud en matière de commerce équitable :

« Au-delà de l'échange matériel, n'est-ce pas par l'apprentissage mutuel que consommateurs, cadres d'organisations et paysans participent d'une même humanité ? »

« Payer un juste prix aux cultivatrices de quinoa. Un éclairage "genre et développement" sur les défis du commerce équitable », S. Charlier, I. Yopez, E. Andia, coéditions Grial – UCL – Luc Pire, 2000.

> devrait-elle pas d'abord être alimentée par ses millions de paysans, ensuite par les autres...

L'argument qui sert à influencer le gouvernement bolivien en faveur d'une agriculture intensive, consiste à défendre la «révolution verte», les aliments génétiquement modifiés, en vertu de leurs effets soi-disant bénéfiques pour la sécurité alimentaire. Le raisonnement de l'AOPEB est, au contraire, qu'il faut d'abord encourager la production d'une alimentation locale, pour que les producteurs soient auto-suffisants et puissent accéder à un marché équitable. Il faut d'abord se nourrir ; ensuite, exporter les excédents.

Résultats et potentiels exponentiels

Au terme de la première année d'existence de l'AOPEB (1992), le résultat total des organisations membres atteignait 305 tonnes d'aliments biologiques exportés. Aujourd'hui le chiffre est de 5 000 tonnes. Anapqui, l'Association nationale des producteurs de quinoa ⁽¹⁾, membre d'AOPEB, exporte chaque année 700 tonnes. Les producteurs de café comptabilisent 1 200 tonnes. L'agriculture biologique génère 3,5 millions de dollars de recettes annuelles en Bolivie.

Il faut pouvoir porter cette réussite sur le plan politique et démontrer au gouvernement bolivien que ce marché recèle encore plus de possibilités, que le pays doit en profiter. Une étude commandée par le ministère du Commerce extérieur bolivien, à travers l'ambassade d'Allemagne, a révélé que la demande potentielle de produits biologiques en Europe s'élève à 20 milliards de dollars. La même étude affirme que la demande aux États-Unis serait de 6,5 milliards de dollars et au Japon de 3,5 milliards.

Pourquoi ces énormes chiffres virtuels ? Plus que probablement à cause de l'angoisse qui plane autour des OGM ; des crises de la fièvre aphteuse, de la vache folle, qui ont frappé les opinions publiques du Nord. Tous ces facteurs ont plus que probablement permis que 6 % du public européen soit aujourd'hui demandeur de produits biologiques alors qu'ils se situaient vers les 2 % quand l'AOPEB a commencé.

Avantage comparatif

Le soi-disant sous-développement technologique de la Bolivie n'est-il pas finalement un avantage, car les agriculteurs boliviens continuent à produire selon des méthodes traditionnelles et ancestrales aujourd'hui fort demandées à travers le monde. La Banque mondiale, qui influence fortement les choix politiques en Bolivie, tient un discours en principe favorable à la conservation des pratiques traditionnelles. C'est dire à quel point les pratiques de la Banque mondiale sont ambiguës puisque c'est également elle qui pousse à l'application de politiques agraires favorables, par

exemple, à des multinationales comme Monsanto, productrice d'OGM.

En 2001, nous avons réussi à faire pression pour que le gouvernement bolivien prenne une résolution ministérielle mettant un terme à l'importation de graines et de semences transgéniques. Après quelques mois, des ministres ont affirmé que cette résolution ne valait que pour les sociétés privées mais pas pour les pays frères. Il y avait une explication à cette soudaine volte-face : via son ambassade et par l'entremise du Programme alimentaire mondial, le gouvernement des États-Unis venait d'offrir 2 000 tonnes de maïs transgénique à la Bolivie. Nous avons réagi ironiquement en affirmant que cette ambassade qui nous offre du maïs n'avait qu'à venir nous enseigner comment produire. L'ambassadeur des États-Unis en Bolivie répondit cyniquement, faisant allusion au problème des migrations, que ceux qui n'ont pas envie de manger ce que des millions d'Américains mangent chaque jour, ne doivent donc pas vouloir se rendre aux États-Unis. Nous répondîmes à notre tour que celui qui n'est pas habitué à manger de la nourriture saine, ne doit pas venir en Bolivie. Le ministre de l'Agriculture bolivien poussa cette mauvaise farce jusqu'à affirmer que «ceux qui ont l'estomac vide n'ont pas le droit de choisir». Nous voilà donc aujourd'hui retombés dans un combat pour obtenir un respect de la résolution ministérielle initiale.

Quelle sécurité alimentaire ?

Le gouvernement bolivien se vante des réussites de culture de soja dans l'Orient bolivien (Bolivie amazonienne). Mais il est de notoriété publique que 3 000 entrepreneurs déboisent plus, sur une année, dans cette région, que 90 000 petits producteurs. Nous nous demandons dès lors où est la sécurité alimentaire ? À quel prix vraiment produit-on ce soja ? La référence à un concept de production soutenue perdure, ce qui montre que le gouvernement ou la classe politique continuent de fonctionner selon un critère d'immédiateté. Leur logique est que ce type d'agriculture engendrera des revenus qui serviront à financer l'achat de tracteurs, l'entretien des machines, etc. Mais la majorité des petits producteurs qui constituent la paysannerie du pays n'ont pas les moyens de produire assez pour accéder au financement et à l'achat de matériel sophistiqué. Le gouvernement devrait changer ses politiques afin de générer de l'emploi agricole au lieu de générer l'achat de technologie et de réussir à rendre les campagnes aux paysans grâce à des techniques de production vraiment maîtrisées par les paysans qui leur permettent de développer un marché sécurisé. Les méthodes de la «révolution verte» sont presque plus des formes de promotion de la ville que de réelles formes de promotion de la campagne. ■

(1) Céréale à haute valeur nutritive d'Amérique latine.